

LA LUMIÈRE ET LES OMBRES

DANS trois jours, le scrutin d'autodétermination inaugurerà pour l'Algérie l'ère de l'indépendance. Personne ne peut en douter. Personne n'en doute.

Certes, cela ne signifie pas que tous les problèmes seront résolus pour autant : le peuple algérien aura encore de grandes luttes à mener pour faire échec aux menées des néo-colonialistes et pour mettre hors d'état de nuire les sanglants aventuriers de l'O.A.S.

Si ceux-ci ont pu continuer impunément jusqu'ici à mettre à feu et à sang les villes d'Algérie, ils le doivent à la scandaleuse attitude du pouvoir à leur égard. De Gaulle disposait de tous les moyens pour écraser l'organisation terroriste. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il ne l'a pas voulu. Pour des raisons de classe. Parce qu'il espère utiliser demain les « enfants perdus » contre le mouvement démocratique en France. Et parce qu'il se sert dès maintenant de l'existence de l'O.A.S. comme d'un moyen de pression contre le mouvement national algérien, en vue d'infléchir les accords d'Evian dans le sens des intérêts colonialistes.

Aussi l'agence officielle du F.L.N., Algérie Presse Service, pouvait-elle remarquer récem-

ment : *« Il est intolérable qu'à la veille de la proclamation de l'indépendance, le gouvernement français ne s'engage pas sérieusement dans un plan d'anéantissement des adversaires de la paix et de la coopération algérienne. »*

SANS doute l'O.A.S. a-t-elle dû marquer sérieusement le pas. Elle a été contrainte d'accepter ce qu'elle avait juré de ne jamais accepter : l'indépendance de l'Algérie, les accords d'Evian, la négociation d'un compromis avec l'Exécutif provisoire, l'arrêt des attentats à Alger d'abord, et maintenant, semble-t-il, à Oran.

Mais ce repli stratégique s'est effectué néanmoins dans un certain ordre. Les chefs ont obtenu en échange la promesse d'une amnistie, ils ont été reconnus comme représentants de la population européenne, ce qui présente un danger évident pour l'avenir, aussi bien en Algérie qu'en France.

QUE les Algériens aient conscience de ce danger, cela ressort des déclarations de plusieurs membres du G.P.R.A. et de la nette prise de position du Parti Communiste Algérien qui s'est prononcé *« contre toute amnistie à l'égard des assassins et de leurs chefs »*.

De son côté, Algérie Presse Service soulignait hier qu'« avec l'autorité nationale retrouvée, le peuple algérien aura aussi des responsabilités étatiques. Ces responsabilités lui donneront et doivent lui donner des droits, notamment celui de mettre hors d'état de nuire les forces criminelles qui s'acharnent encore à détruire et à tuer ».

Autrement dit, il appartient aux Algériens de régler leurs propres affaires, comme à nous de régler les nôtres. Car une partie de l'O.A.S. s'efforce d'utiliser les positions qu'elle a réussi à sauvegarder pour opérer une reconversion de ses activités en direction de la France. Il s'agit donc plus que jamais de lutter contre le fascisme et contre le pouvoir qui le nourrit.

28 JUIN 1962

René ANDRIEU.